

*Anti-inflation—Loi*

Notre parti soutient que le programme mis de l'avant par les libéraux ne peut pas résoudre le problème de l'inflation; que c'est un programme qui est faux, qui s'attarde aux symptômes, un programme qui ne s'attaque pas aux véritables causes. La vraie cause de l'inflation au Canada n'est pas du tout la même que celle de l'inflation qui existe dans les autres pays du monde occidental.

L'inflation frappe chacun d'eux et la raison est pour une bonne part la même, j'en conviens, soit la hausse mondiale des prix de l'énergie. C'est l'expérience commune à tous les pays de l'Ouest. D'autres facteurs cependant distinguent le Canada, en fonction de notre capacité d'agir sur la cause, parce nous suffisons à nos besoins en énergie, si nous planifions et utilisons cette ressource de façon intelligente.

Nous disons à cet égard que nous devons maintenir nos prix pétroliers au-dessous des prix mondiaux. Pourquoi les Canadiens devraient-ils payer les prix mondiaux pour leurs propres ressources énergétiques? Nous ferions ainsi obstacle à l'inflation dans ce secteur de notre économie d'une façon dont ne disposent ni le Japon, ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne de l'Ouest, ni aucun des pays de l'ouest de l'Europe, parce qu'ils n'ont pas les réserves de pétrole que nous avons. Il y a donc une différence et si le gouvernement avait le courage de contrôler l'industrie pétrolière, le taux d'inflation dans ce secteur de l'économie ne serait pas aussi élevé. Selon le Nouveau parti démocratique, pour contrôler l'industrie du pétrole, il faudrait l'acquérir.

● (2120)

**Une voix:** Oh!

**M. Broadbent:** Un député de l'autre côté a dit oh! Tant pis. M. Blakeney, le premier ministre de la Saskatchewan, a décidé d'acquérir l'industrie de l'amiante et il a déclaré—

**M. Korchinski:** Depuis quand?

**M. Broadbent:** Excusez-moi. Je voulais dire l'industrie de la potasse. Il s'est rendu compte que la potasse est une richesse naturelle qui appartient aux habitants de sa province. Il y a de plus en plus de débouchés pour la potasse et le pays ou la province pourraient donc réaliser des bénéfices considérables. Le premier ministre provincial a demandé pourquoi on devrait laisser les sociétés multinationales étrangères réaliser ces bénéfices. Il a déclaré que la province acquerrait cette industrie.

**M. Korchinski:** Huit des dix compagnies en cause ont subi des pertes. Regardez les chiffres.

**M. Broadbent:** Je tiens à garantir au député qu'au cours de la prochaine décennie, c'est la province de la Saskatchewan qui réalisera les bénéfices de l'industrie de la potasse.

**M. Korchinski:** Ah oui, pendant la prochaine décennie?

**M. Broadbent:** Ce que je veux dire, c'est que nous devrions faire à l'échelle nationale ce que M. Blakeney est en train de faire en Saskatchewan.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Nous devrions acquérir l'industrie pétrolière, mais les libéraux sont trop réactionnaires pour le faire. Le Venezuela, le Mexique, le Moyen-Orient et tous les autres pays du monde peuvent le faire, mais les libéraux sont encore prêts à laisser des sociétés multinationales réaliser tous les bénéfices. A notre avis, il est temps que même le parti libéral reconnaisse que des partis qui sont censés préconiser la libre entreprise dans d'autres pays du

[M. Broadbent.]

monde ont finalement indiqué que les richesses naturelles de leur pays appartenaient aux habitants du pays.

Si nous avions agi de la sorte, non seulement parce que nous aurions pu établir une industrie secondaire des produits pétroliers mais parce que nous aurions également agi sur les prix, domaine qui intéresse manifestement le gouvernement dans une situation de surchauffe économique, c'eût été une mesure globale ou efficace, mais le gouvernement a refusé d'agir.

**Des voix:** Le vote.

**M. Broadbent:** J'ai déjà mentionné l'habitation. Le gouvernement aurait pu appliquer une solution, mais il lui aurait fallu se montrer dur à l'égard des banques, de sorte qu'au cours des prochaines semaines nous assisterons aux hésitations du ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Nous n'obtiendrons pas l'argent dont l'habitation a besoin. Le gouvernement ne sévira pas contre les banques ou l'industrie pétrolière, si bien que l'inflation va continuer dans ces secteurs même après l'adoption de la présente mesure. Au moment du vote, car ce moment viendra, ces secteurs ne seront pas affectés puisque le gouvernement n'a pas établi de programme pour accroître l'offre.

Dans certains discours qui remontent à la campagne de 1974, le premier ministre avait coutume de mentionner un accroissement de l'offre. A cette époque les libéraux avaient au moins une certaine rigueur intellectuelle. Ils admettaient que la façon de lutter contre l'inflation, comme c'est le cas présentement, c'était de prendre les moyens d'accroître l'offre. Cependant, peut-être se rendent-ils compte que pour en arriver là ils auraient à se montrer durs avec leurs amis hommes d'affaires et ils refusent de prendre les moyens qui s'imposent. Ils ont plutôt désigné le salarié comme le bouc émissaire de ce programme, et je ne connais personne qui ne soit de cet avis. Car il est certain que les salariés seront affectés.

Quand il a présenté le Livre blanc, le gouvernement a admis qu'il y aurait certaines injustices du fait que chacun serait nécessairement assujéti à la règle du 10 ou 12 p. 100, si bien qu'il a accepté de considérer les rapports établis depuis longtemps. Je renvoie les députés libéraux à la page 26 du Livre blanc. On y donne la liste des exceptions, et, dans le Livre blanc, le gouvernement déclare que, s'il existe des rapports établis depuis longtemps entre les salaires de deux groupes étroitement liés et que l'un deux négocie actuellement, selon les dates d'expiration de son contrat et autres considérations lui permettant de prouver son cas, on tiendra compte dans le règlement des salaires ou des rémunérations proposées et recommandées par la commission de ce rapport traditionnel.

Or, la décision prise vendredi dernier par la commission contredit complètement le Livre blanc. Le ministre des Finances a refusé de répondre aujourd'hui à la question posée à la Chambre, mais c'est exactement ce qui se passe. La commission a déclaré qu'elle reconnaissait le rapport établi depuis longtemps entre les enseignants de l'école élémentaire et ceux de l'école secondaire de Toronto. En fait, au cours des 21 dernières années, les deux groupes ont toujours eu les mêmes salaires. Je présume que les libéraux savent lire. Pour appliquer le Livre blanc, que nous devons à leur plume, la commission aurait dû au moins déclarer que les enseignants des écoles secondaires de Toronto étaient autorisés aux mêmes avantages et salaires que les enseignants des écoles élémentaires.